

## MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

### REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

### PHASE CANDIDATURES

#### MARCHÉ PASSÉ EN APPEL D'OFFRES RESTREINT

(en application des articles L2124-1 à L2124-2, L2171-1 à L2171-2, L2171-4, R2124-1 à R2124-2, R2161-6 à R2161-11 et R2171-1 du code de la commande publique)

**intégrant le dispositif DUME**

#### Maître d'ouvrage

ETAT – MINISTERE DES ARMEES  
Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense (ESID) de Metz

#### Représentant du pouvoir adjudicateur

Le directeur de l'ESID de Metz  
1, rue du Maréchal Lyautey – BP 30001  
57044 METZ Cedex 01


#### Objet du marché

**BOUROGNE (90) - AILLERET - 1 RA - Construction d'une chaufferie**  
**N° COSI : 451313**  
**N° site CHORUS : 264083**  
Marché global sectoriel de conception, construction, aménagement, entretien et maintenance  
(CCAEM)  
Projet : DAF\_2020\_000584

#### Remise des candidatures

Date limite de réception : 28/01/2021  
Heure limite de réception : 16h 00mn 00s

## SOMMAIRE

<b>I. DEMATERIALISATION – RAPPELS .....</b>	<b>4</b>
<b>II. DEMATERIALISATION – DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN  .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 1 - L'ACHETEUR PUBLIC .....</b>	<b>7</b>
1.1 Nom et adresse de l'acheteur public .....	7
1.2 Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues .....	7
1.3 Visite de site .....	7
1.4 Lieu où l'on peut retirer ou demander les documents .....	8
1.5 Modifications de détail au règlement de consultation .....	8
<b>ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE.....</b>	<b>8</b>
2.1 Description de l'opération .....	8
2.1.1 <i>Présentation du site</i> .....	9
2.1.2 <i>Projet d'infrastructure</i> .....	9
2.1.3 <i>Localisation des travaux</i> .....	10
2.1.4 <i>Enveloppe financière</i> .....	10
2.1.5 <i>Calendrier prévisionnel</i> .....	10
2.2 Présentation des acteurs de l'opération .....	10
2.3 Description du marché .....	10
2.3.1 <i>Objet du marché</i> .....	10
2.3.2 <i>Décomposition en tranches et postes</i> .....	11
2.3.3 <i>Solutions techniques</i> .....	11
2.3.4 <i>Décomposition en lots</i> .....	11
2.3.5 <i>Variantes</i> .....	11
2.3.6 <i>Prestations supplémentaires éventuelles</i> .....	11
2.3.7 <i>Clauses sociales</i> .....	11
2.3.8 <i>Clauses environnementales</i> .....	13
2.4 Durée du marché .....	13
2.5 Conditions économiques et financières relatives au marché .....	13
2.5.1 <i>Cautions et garanties demandées</i> .....	13
2.5.2 <i>Modalités essentielles de financement et de paiement</i> .....	14
<b>ARTICLE 3 - PROCEDURE .....</b>	<b>14</b>
3.1 Type de procédure .....	14
3.2 Forme juridique et compétences minimales du groupement .....	14
3.2.1 <i>Compétences exigées :</i> .....	14
3.2.2 <i>Le niveau de qualification souhaité est le suivant (ou références similaires) :</i> .....	15
3.3 Renseignements administratifs .....	15
3.3.1 <i>Langue dans laquelle elles doivent être rédigées et unité monétaire souhaitée</i> .....	15
3.3.2 <i>Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire sera tenu de maintenir son offre</i> .....	15
3.3.3 <i>Dématérialisation des marchés publics</i> .....	15
<b>ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES .....</b>	<b>16</b>
4.1 Contenu du dossier de consultation fourni au candidat .....	16
4.2 Modalités d'envoi et de dépôt des candidatures .....	17
4.2.1 <i>Transmission des candidatures par voie dématérialisée</i> .....	17
4.2.2 <i>La signature électronique</i> .....	19
4.2.3 <i>Modalités de transmission de la copie de sauvegarde (clef USB ou support papier)</i> .....	20
4.3 Présentation et contenu des candidatures .....	21
4.3.1 <i>Les pièces suivantes seront présentées à l'appui de la candidature :</i> .....	21
4.3.2 <i>Dossier administratif</i> .....	22
4.3.3 <i>Dossier technique</i> .....	22
<b>ARTICLE 5 - SELECTION DES CANDIDATS .....</b>	<b>23</b>
5.1 Nombre de candidats .....	23

5.2	Composition du jury.....	23
5.3	Analyse des candidatures .....	23
5.4	Critères de sélection .....	23
5.5	Candidats sélectionnés pour la phase offre .....	25
<b>ARTICLE 6 - JUGEMENT DES OFFRES.....</b>		<b>26</b>
6.1	Critères de jugement des offres.....	26
6.2	Présentation des projets.....	26
6.3	Indemnités.....	26

**Annexes :**

Cadre de mise à disposition de capacités  
 Cadre de références  
 Protection du secret dans les contrats  
 Engagement du candidat  
 Engagement du service envers les fournisseurs  
 Formulaires DC1 et DC2

## **PREAMBULE : INFORMATIONS POUR LA PRISE EN COMPTE DE LA DEMATERIALISATION DES ACHATS DE L'ETAT**

### **I. DEMATERIALISATION – RAPPELS**

En application des dispositions prévues à l'article R.2132-7 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique (CCP), dans le cadre de cette consultation, les documents requis des candidats (documents relatifs à la candidature et à l'offre) sont transmis uniquement par voie électronique. **Ainsi, le candidat qui enverrait son pli sous un support autre que celui du profil d'acheteur (via la PLACE) verra son offre jugée irrégulière** au sens de l'article L.2152-2 de l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018.

Les différents échanges et communication en cours de procédure interviennent également par voie électronique. **Sur ce point, l'attention du soumissionnaire est appelée sur le fait que l'adresse mail utilisée dans le cadre de ces échanges sera l'adresse ayant servi au retrait du dossier de consultation.**

Les documents de la consultation dont la signature électronique est requise doivent être signés électroniquement avec un certificat de signature conforme au RGS ou équivalent.

A cet effet, nous conseillons aux soumissionnaires de se munir d'un certificat de signature électronique au moment de la remise du pli.

Il est à noter qu'au titre de l'article R.2132-11 du CCP, les candidats peuvent adresser une copie de sauvegarde sur un support physique électronique (Ex. clé USB) ou papier. Cette copie de sauvegarde ne pourra être prise en compte que :

- lorsque, dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public. La trace de la malveillance du programme est conservée par l'acheteur public ;
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des candidatures et des offres (par exemple : aléas de transmission), alors que la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public.
- lorsque l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document reçu par voie électronique ne doit pas être utilisé : la copie de sauvegarde se substitue au document initial. Elle devient la candidature – ou l'offre – principale, qui se substitue complètement au document arrivé hors délai ou qui n'a pu être ouvert.

En conséquence, l'ESID de Metz :

- **met en œuvre la mise en consultation et la dématérialisation via PLACE (Plate Forme des AChats de l'Etat) de toutes les procédures de passation des marchés > 25k€ HT<sup>1</sup> impliquant :**
  1. Mise en ligne des consultations > 25 k€ HT dans PLACE ;
  2. Echanges dématérialisés systématiques et obligatoires avec les entreprises via PLACE (demandes d'informations, réponses, modificatifs au RC...) ;
  3. Réception des offres électroniques et téléchargement et ouverture des plis dématérialisés via PLACE ;
  4. Signature électronique du marché pour notification à l'entreprise via PLACE et suivi accusé réception date de notification.
- **recourt au Document Unique de Marché Européen (DUME) pour les consultations sur PLACE avec pour objectif 100% de procédures estampillées DUME.**

---

<sup>1</sup> **A noter :** Seuls les marchés < 25k€ HT ne sont pas encore soumis à la règle du 100 % dématérialisé

## II. DEMATERIALISATION – DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN



Le DUME est un formulaire standard de l'Union Européenne qui peut être utilisé pour candidater aux marchés publics. Pour renseigner votre DUME, il vous suffit de vous rendre sur le profil d'acheteur [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) et de choisir le DUME comme modalité de réponse. Le DUME est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET.

Il permet de :

- bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- d'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Il vous appartiendra de compléter les autres informations. Le DUME rend également possible la récupération automatique de certaines attestations à fournir lors de l'attribution du marché. Ces attestations sont récupérées dès la validation du formulaire et l'entreprise est libre de les utiliser ou non. Le DUME est un dispositif du programme « Dites-le nous une fois ».

### 2.1 - Le DUME est un document auto-déclaratif

Il s'agit d'un document d'auto-déclaration utilisé dans les procédures de passation des marchés publics par les acheteurs publics et les entreprises dans l'Union Européenne.

Le document unique de marché européen (DUME) est une déclaration sur l'honneur d'un opérateur économique, sur son aptitude et ses capacités pour participer à une procédure de marché public.

Cette auto-déclaration permet aux opérateurs économiques candidats de prouver :

- qu'ils ne se trouvent pas dans l'une des situations pour lesquelles ils doivent ou pourraient être exclus de la procédure ;
- et qu'ils satisfont aux critères d'exclusion et de sélection applicables.

Le document prouve a priori que les conditions requises pour participer aux procédures de passation de marchés publics dans l'Union Européenne sont remplies. Le DUME sert donc de preuve a priori à la place des certificats qui ne seront réclamés par les acheteurs qu'au soumissionnaire auquel il sera décidé d'attribuer le marché.

### 2.2 - Le DUME se substitue aux formulaires DC1, DC2

En produisant un DUME complété, les soumissionnaires n'ont plus besoin de fournir les différents formulaires :

- Formulaire DC1 : Lettre de candidature - Désignation du mandataire par ses cotraitants ;
- Formulaire DC2 : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.

### 2.3 - Seul le candidat retenu fournit les certificats normalement demandés comme preuves

Ces pièces ne sont qu'à fournir qu'au stade de l'attribution, donc seul le candidat retenu devra fournir les certificats demandés comme preuves par les acheteurs publics. Les autres opérateurs économiques pourront être sollicités à produire les documents manquants.

### 2.4 - DUME Acheteur et DUME Opérateur économique

Il existe deux types de DUME :

- Le DUME Acheteur, est utilisé par l'acheteur lors de la création du dossier de consultation ;
- Le DUME Opérateur économique, est celui utilisé par opérateur économique pour sa réponse en qualité de candidat à un marché public.

Seul le DUME au format \*.xml a valeur probante.

### 2.5 - Un service dématérialisé gratuit utilisable par les entreprises

Le Service DUME est une base de données alimentée via un site Internet mis à disposition par la Commission européenne. C'est un service dématérialisé gratuit qui peut être utilisé par les acheteurs et les opérateurs économiques permettant de remplir le DUME en ligne. Les opérateurs économiques (entreprises, ...) peuvent utiliser le formulaire électronique de candidature pour démontrer qu'ils remplissent les critères de sélection et n'entrent pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner.

## 2.6 - Un DUME précédent est généralement réutilisable

Un DUME utilisé pour une procédure de passation de marché public antérieure peut être réutilisé lorsque les informations restent valables.

## 2.7 - Création des DUMES

Il est possible de créer des DUMES selon plusieurs possibilités :

- Le portail web Service DUME : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> (pour l'utilitaire DUME)
- Le profil acheteur de l'Etat ( PLACE) propose le DUME,
- Le service mis à disposition par la Commission européenne : <https://ec.europa.eu/tools/espd>.

Les deux modes de fonctionnement du Service DUME, mises en place par l'AIFE, sont :

### - L'« utilitaire DUME »

L'utilitaire DUME permet à un acheteur ou un opérateur économique de créer, visualiser ou télécharger un DUME, il se trouve sur le portail chorus-pro à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>  
Pour un DUME il permet : la création, la récupération d'un modèle DUME Acheteur, le stockage, le téléchargement d'un DUME Opérateur économique, la duplication et la fusion, le pré-remplissage via des services tiers (API entreprise, e-Certis, ...).

### - Le « service exposé DUME » disponible sur un profil d'acheteur

Utilisé sur un profil d'acheteur le « Service DUME » permet à l'acheteur ou l'opérateur économique de bénéficier des fonctionnalités proposées par le **service exposé DUME**. Le service DUME s'appelle alors « service exposé ».

- la récupération d'un DUME Opérateur économique stocké ;
- la récupération d'attestations ;
- l'enregistrement en mode brouillon.

Ce service permet dans ce cas pour les candidats de ne plus devoir fournir les informations lorsque celles-ci ont déjà été transmises à une administration (documents et autres attestations), conformément au principe du « Dites Le Nous Une Fois » (DLNUF).

***Est-il possible de déposer une candidature de manière dématérialisée sans signer électroniquement ?***

***OUI.***

**La signature électronique de l'acte d'engagement, au stade de la remise des offres, n'est pas obligatoire. Elle reste toutefois possible et conseillée, notamment si vous disposez déjà d'un certificat de signature électronique valide.**

NB : Seul le soumissionnaire auquel il sera envisagé d'attribuer le marché public devra signer, de façon électronique, l'acte d'engagement qui lui aura été remis par l'acheteur.

## ARTICLE 1 - L'ACHETEUR PUBLIC

### 1.1 Nom et adresse de l'acheteur public

Adresse géographique	Adresse postale
Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Metz – Service Achats Infrastructure Caserne Ney Bâtiment 01 – 3e étage gauche 1, rue du Maréchal Lyautey 57000 METZ	Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Metz – Service Achats Infrastructure Caserne Ney BP 30001 57044 METZ CEDEX 01

L'adresse géographique sert de référence pour les dépôts physiques de plis, notamment par porteur/transporteur (y compris Chronopost) et pour les envois de plus de 2 kg.

L'adresse postale sert de référence pour les envois postaux en recommandé avec accusé de réception de moins de 2 kg.

### 1.2 Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues

Pour tout renseignement sur le dossier de consultation, les candidats pourront prendre contact aux coordonnées ci-dessous :

Renseignements techniques :	Renseignements administratifs :
Pôle de conduite d'opérations Besançon ICD Rachid IJOURK Tél : 03.81.87.24.11 / 07.87.50.14.40 <a href="mailto:rachid.ijourk@intradef.gouv.fr">rachid.ijourk@intradef.gouv.fr</a>	Service achats infrastructure Bureau Achat Métiers 1 IPMI Sarah PARMENTIER Tél : 03 55 74 80 83

Horaires d'ouverture : du lundi au jeudi, sauf jours fériés, de 08h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h00 ; le vendredi de 08h30 à 11h30.

Pour tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 (dix) jours** avant la date limite de remise des candidatures, une demande écrite à l'adresse indiquée ci-dessous :

- via la PLACE : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence DAF\_2020\_000584
- Ou par mail : [esid-metz.ach.fct@defense.gouv.fr](mailto:esid-metz.ach.fct@defense.gouv.fr)
- 

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats s'étant identifiés sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur avant d'avoir téléchargé le présent règlement de consultation relatif aux candidatures. Le pouvoir adjudicateur annexera si besoin un additif au règlement de consultation retraçant les questions des candidats et les réponses associées.

En ce qui concerne les candidats qui n'ont pas souhaité s'identifier sur le profil d'acheteur pour télécharger le dossier de la consultation, il leur appartient de vérifier régulièrement que le règlement de consultation n'a pas fait l'objet d'un additif résumant les questions et réponses formulées pendant l'avis d'appel à candidatures.

**L'attention des candidats est attirée sur le fait que le service sera fermé du jeudi 24 décembre 2020 au dimanche 3 janvier 2021 inclus.**

### 1.3 Visite de site

Il n'est pas envisagé de visite de site au niveau des candidatures.

## 1.4 Lieu où l'on peut retirer ou demander les documents

Au stade de la candidature, seul le présent règlement de consultation avec ses annexes sont mis à la disposition des candidats.

Ils peuvent être téléchargés sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence de la consultation, projet N°DAF\_2020\_00584.

Le dossier de consultation des entreprises (phase offres) ne sera accessible sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur qu'aux candidats admis à remettre une offre.

## 1.5 Modifications de détail au règlement de consultation

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au présent règlement de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard **5 (cinq) jours** avant la date limite fixée pour la remise des candidatures. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

# ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE

## 2.1 Description de l'opération

Le présent marché fait partie de l'opération **451313 – BOUROGNE (90) - AILLERET - 1 RA - Construction d'une chaufferie**, qui consiste en la construction d'une chaufferie centralisée en remplacement de la chaufferie actuelle datant de 1976.

Il s'agit d'un marché de conception-construction-aménagement-entretien-maintenance (CCAEM).

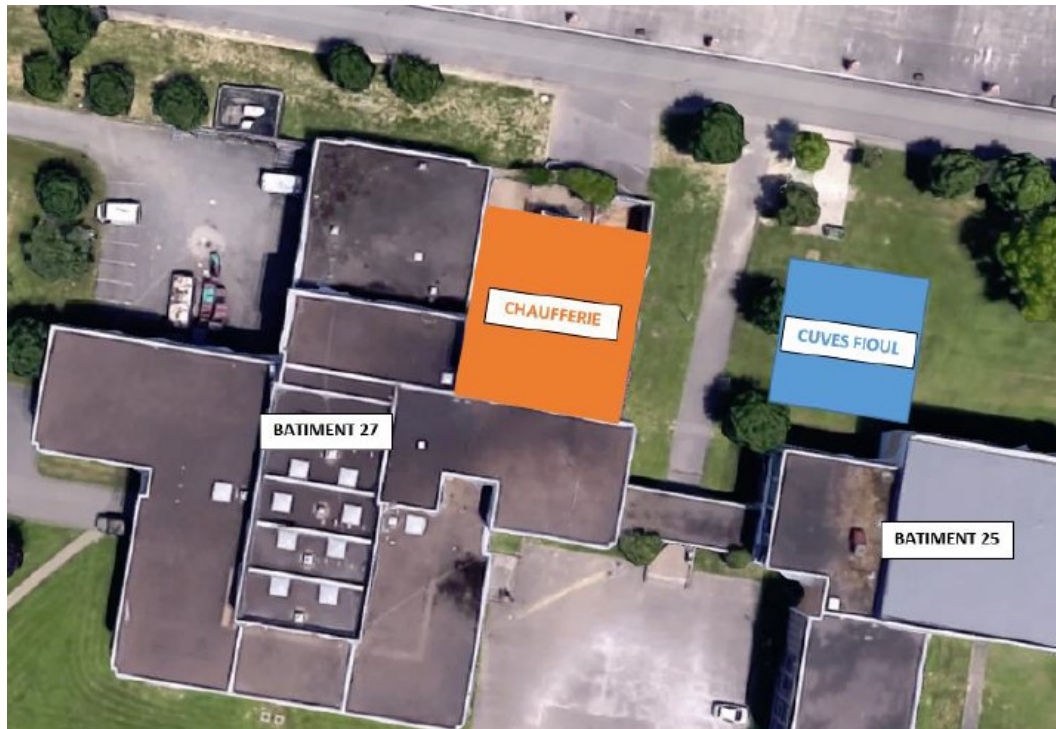
La chaufferie centrale actuelle du quartier Ailleret est située en sous-sol du bâtiment n°0027 accueillant également dans les niveaux supérieurs, la fonction d'Ensemble Alimentation et Loisirs. La chaufferie est soumise à déclaration ICPE sous la rubrique 2910 – Combustion. Elle bénéficie de l'antériorité.

La production de chauffage est actuellement assurée par une chaudière au FOL, une au FOD et une au FOD louée (pour compenser le non-fonctionnement de la chaudière FOL hors service).

	CHAUDIERE N°1	CHAUDIERE N°2	CHAUDIERE N°3
PUISSANCE	4,6 MW	4,2 MW	2,5 MW
COMBUSTIBLE	FOL	FOL	FOD
ETAT	Hors service	En fonctionnement	En fonctionnement
RÔLE	Chauffage réseau primaire		Réchauffage FOL Appoint réseau primaire

Les cuves de FOD et FOL sont enterrées devant le bâtiment n°0025, à proximité de la chaufferie.





L'état de vétusté de la chaufferie conduit le bénéficiaire à exprimer le besoin de la remplacer. L'implantation actuelle n'est pas adaptée à une mise aux normes de la chaufferie.

Par conséquent, le présent projet oriente la future chaufferie vers une construction neuve.

Le choix de la source d'énergie est le gaz avec secours au FOD afin de conserver les installations récemment renouvelées (cuves FOL renouvelées en 2016). L'opération prévoit la mise en place d'une gestion technique centralisée. Les limites de prestations « travaux » seront définies à la fin du stade Programme.

Le marché de CCAEM prendra également en compte une démarche de coût global avec une recherche de l'optimum technico-économique.

#### 2.1.1 Présentation du site

Situé en Franche-Comté dans le département du territoire de Belfort (90), le quartier Ailleret se compose d'une unique enceinte de 730 Ha dans la commune de Bourogne (90140).

Le quartier Ailleret accueille en moyenne :

- En journée : 860 personnes ;
- La nuit : 380 personnes.

Cet effectif comprend les personnels du 1<sup>er</sup> RA (Régiment d'Artillerie), du Centre Médical des Armées et du Groupement de Soutien de la Base de Défense de BELFORT.

Une évolution des effectifs n'est pas officiellement actée à court terme pour le 1RA mais les remontées d'effectif dans l'artillerie (+550 PAX) laissent pressentir une légère augmentation des effectifs régimentaires d'ici 2024.

Le quartier comprend les zones suivantes :

- Hébergement et bureaux ;
- Soutien vie ;
- Bâtiments cadres célibataires (logements individuels) ;
- Instruction ;
- Soutien du matériel ;
- Gymnase piscine ;
- Commandement.

#### 2.1.2 Projet d'infrastructure

Le marché de CCAEM concerne la construction d'une nouvelle chaufferie fonctionnant au gaz avec un secours au fioul pour assurer la résilience du site.

La chaufferie répondra aux besoins en chauffage et eau chaude sanitaire du site. La puissance estimée et donnée à titre indicatif au stade initial de l'opération est de 7,5 MW.

Pour pallier la vétusté de la chaufferie existante (1 chaudière FOL hors service), une chaufferie provisoire a été installée. Elle devait initialement être démontée pendant la saison de chauffe 2021/2022, le marché de location devrait être prolongé jusqu'à la saison de chauffe suivante.

Le réseau primaire de chaleur a été remplacé en 2011. Les réseaux secondaires en acier datent quant à eux de l'origine du site, 1974. Les bâtiments sont dotés de sous-stations datant également de la création du site. Les seules évolutions connues concernent les grosses réparations de maintenance. Aucune autre évolution n'est à signaler. Les bâtiments de la zone technique ne possèdent pas de sous-stations. Les aérothermes sont reliés directement au réseau primaire.

### 2.1.3 Localisation des travaux

Bourogne – 90140.

### 2.1.4 Enveloppe financière

A titre indicatif, le montant prévisionnel de l'enveloppe financière réservée pour la conception, la construction, l'aménagement, l'exploitation et la maintenance de la présente opération toutes tranches confondues est arrondi à sept millions quatre cent mille (7 400 000) euros TTC.

### 2.1.5 Calendrier prévisionnel

Le déroulement de l'opération s'établit comme suit :

- Choix des candidats : février 2021
- Lancement de la consultation auprès des candidats retenus : avril 2021
- Remise des offres APS : septembre 2021
- Notification marché CCAEM : février 2021
- Validation du PRO (poste 1): août 2022
- Travaux de construction (poste 2) : octobre 2022 à mai 2023
- Réception, levée de réserves et livraison : août 2023
- Entretien et maintenance (poste 3) : de juin 2023 à mai 2026
- Entretien et maintenance (poste 4 – tranche optionnelle) : de juin 2026 à mai 2029

Hors CCAEM :

- Délai d'instruction du dossier de DDAE avant le début des travaux (à confirmer)

## 2.2 Présentation des acteurs de l'opération

Conduite d'opération	ESID-MTZ / Division investissement Pôle conduite d'opérations de Besançon
AMO Programme et assistance à contractualisation	Marché à venir
AMO Environnement	Marché à venir
Coordonnateur SPS 2 <sup>ème</sup> catégorie	Marché à venir
Diagnostic pyrotechnique	Marché à venir
Etudes géotechniques G1 (ES+PGC)	Marché à venir
Levé topographique	Marché à venir

L'AMO coordination aura pour mission d'assister la maîtrise d'ouvrage dans la contractualisation du marché de CCAEM.

L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux et des entreprises associées ou sous-traitantes restent du ressort du mandataire du présent marché.

## 2.3 Description du marché

### 2.3.1 Objet du marché

Le marché comprend :

- La conception technique et architecturale des infrastructures et installations nouvelles
- La construction des infrastructures nouvelles
- L'aménagement
- L'entretien et la maintenance préventive et corrective du bâtiment et des installations. L'exploitation et la maintenance seront à clauses d'intéressement.

Conformément à l'article D2171-4 du code de la commande publique portant adaptation des missions de maîtrise d'œuvre aux marchés publics globaux, le présent marché global comporte des éléments de mission de maîtrise d'œuvre. La direction d'exécution des travaux sera maintenue au sein de l'équipe de maîtrise d'œuvre pour les postes 1 et 2.

#### Code CPV :

45000000-7 – Travaux de construction de bâtiment neuf

#### 2.3.2 Décomposition en tranches et postes

Le marché est décomposé en tranches :

Tranche ferme	Conception, réalisation et exploitation maintenance (51 mois)
Tranche optionnelle 1	Entretien maintenance supplémentaire (36 mois)

Le début de chaque tranche sera précisé par ordre de service.

Chaque tranche est décomposée en postes.

##### *2.3.2.0 Tranche ferme*

Prestations à exécuter : Conception (études d'avant-projet des ouvrages à réaliser, études de projet de l'ouvrage), construction, aménagement, entretien et maintenance.

- Poste 1 : « conception » (délai 6 mois, y compris les délais de validation du maître d'ouvrage)

La prestation consiste en la conception architecturale et technique des ouvrages, en l'intégration dans l'ouvrage des aménagements extérieurs nécessaires à l'exploitation du bâtiment, puis au suivi du respect de la qualité architecturale et technique en cours de construction. Etablissement des études d'avant-projet (APD) et de projet (PRO).

- Poste 2 : « construction, aménagement » (délai 7 mois, 2 mois de période de préparation)

Les prestations de ce poste consistent en la participation à la conception technique (études d'exécution) des ouvrages de bâtiments, de voirie et de réseaux divers et à leur réalisation, au suivi OPC, préparation de chantier, à la direction de l'exécution des travaux (DET), à l'assistance aux opérations préalables à la réception (AOR) et à l'aménagement des locaux.

- Poste 3 : « entretien et maintenance » (délai 36 mois)

Les prestations consistent en l'exécution de l'entretien et la maintenance du clos et couvert, des installations techniques des ouvrages réalisés au titre du présent marché dont la liste des prestations sera définie dans le programme.

##### *2.3.2.1 Tranche optionnelle 1*

- Poste 3 : « entretien et maintenance » (délai 36 mois)

Les prestations consistent en l'exécution de l'entretien et la maintenance du couvert, des installations techniques des ouvrages réalisés au titre du présent marché dont la liste des prestations sera définie dans le programme.

#### 2.3.3 Solutions techniques

Les candidats devront apporter leurs solutions techniques aux besoins à satisfaire exigés dans le programme, qui sera transmis lors de la phase offre.

Les spécifications du programme et de ses compléments doivent être considérées comme les exigences minimales à atteindre dans tous les domaines de l'opération.

#### 2.3.4 Décomposition en lots

Sans objet.

#### 2.3.5 Variantes

Dans le cadre de la démarche du coût global, les variantes seront autorisées selon les préconisations du programme.

#### 2.3.6 Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

#### 2.3.7 Clauses sociales

L'établissement du service d'Infrastructure de la Défense de Metz, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé d'inclure dans le présent marché, une clause obligatoire d'insertion par l'activité

économique. Le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

✓ Les publics visés :

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières et notamment :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les demandeurs d'emploi allocataires du R.S.A. ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L.5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Temporaire d'Attente (ATA), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
- les jeunes de Niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, de moins de 26 ans sortis du système scolaire sans qualification ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), ou d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « école de la 2ème chance » ;
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou de CAP Emploi, ..., être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

✓ Les modalités de mise en œuvre :

Cela consiste pour le titulaire à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- **1ère modalité** : l'embauche directe par le titulaire
- **2ème modalité** : la mise à disposition de salariés (le titulaire est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;
- **3ème modalité** : la sous-traitance via une entreprise d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette clause, l'établissement du service d'Infrastructure de la Défense de Metz apportera, à la demande du titulaire, une assistance à ce(s) dernier(s) pour arrêter les modalités d'exécution, l'(les)assister dans la recherche de bénéficiaires en fonction des tâches confiées et accompagner la démarche des candidats auprès du titulaire.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement gérée par le PLIE 90.

Contact : Christian LAZARE,  
Animateur coordinateur du Plan local pour l'insertion et l'emploi  
Maison de l'Information sur la Formation et l'Emploi (M.I.F.E.)  
Place de l'Europe  
90000 BELFORT  
Tél: 03 84 90 40 00  
E-mail: christian.lazare@mife90.org

Le PLIE 90 a pour missions:

- d'informer les entreprises soumissionnaires des dispositifs d'insertion ;
- de proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertions avec le concours des organismes spécialisés ;
- de réaliser, à partir de la date prévisionnelle de démarrage des travaux, des actions de formation professionnalisantes préalables à l'embauche, en lien avec les financeurs publics de la formation professionnelle tels que la DDTEFP, le Conseil régional, le Conseil départemental ;
- de fournir, à titre indicatif, la liste des opérateurs de l'insertion par l'économie concernés par l'accord-cadre ;
- de suivre l'application de la clause et d'évaluer ces effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

L'action d'insertion sera présentée par les candidats lors de la phase offre à partir de l'annexe à l'acte d'engagement relative à l'insertion.

**Le nombre d'heures minimum exigé sera calculé comme suit :**

$$\frac{\text{Montant des travaux HT X Coût main d'oeuvre}^1 \text{ X Taux d'insertion}^2}{\text{Cout horaire chargé}^3} = \text{nombre d'heures d'insertion}$$

<sup>1</sup> : 30 % pour les marchés de travaux

<sup>2</sup> : 10 % de taux d'insertion

<sup>3</sup> : du SMIC BTP en vigueur à la date de rédaction du marché

**Le nombre d'heures sera communiqué aux candidats retenus.**

Il est précisé, en outre que la non-exécution de la clause d'insertion entraînera l'application d'une pénalité qui sera définie dans le cahier des clauses administratives particulières.

### 2.3.8 Clauses environnementales

Des clauses de développement durable seront insérées dans le marché (articles L.2111-1, L.2112.-4 du code de la commande publique). Les conditions d'exécution du marché intégreront des éléments à caractère environnemental, qui prennent en compte des objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement.

Objectifs :

- Démarche de coût global : prise en compte du coût de la maintenance dès la conception du bâtiment ;
- Utilisation de matériaux éco-labellisés ou biosourcés (peinture, éclairage, bois etc...) ;
- Gestion et tri des déchets (pour valorisation).

Les clauses seront définies au stade Programme.

## 2.4 **Durée du marché**

A titre indicatif, la notification du marché est prévue pour février 2022.

La durée totale du marché est de 87 mois.

La durée de chaque tranche est évaluée à :

- Tranche ferme – 51 mois dont :
  - o Poste 1 : 6 mois, y compris les délais de validation du maître d'ouvrage
  - o Poste 2 : 7 mois et 2 mois de période de préparation
  - o Poste 3 : 36 mois
- Tranche optionnelle 1 :
  - o Poste 3 : 36 mois

## 2.5 **Conditions économiques et financières relatives au marché**

### 2.5.1 Cautions et garanties demandées

Une retenue de garantie de 2,5% sera effectuée sur le poste 2 « construction, aménagement » (phase travaux).

## 2.5.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

### 2.5.2.0 Prix du marché

Les prestations faisant l'objet du marché donnent lieu à une rémunération à prix global et forfaitaire. Les prix sont révisables.

Une avance pourra être versée sous conditions, correspondant à 20% du montant du marché (par tranche).

### 2.5.2.1 Indemnité de dédit

Il n'est pas prévu d'indemnités de dédit en cas de non affermissement des tranches optionnelles.

## ARTICLE 3 - PROCEDURE

### 3.1 Type de procédure

Le présent marché est un marché de conception, construction, aménagement, entretien, maintenance (CCAEM) en application des articles L.2171-1, L.2171-4 et R.2171-4 du code de la commande publique.

Il est passé en appel d'offres restreint, conformément aux articles L.2124-1 à L.2124-2, R.2124-1 à R.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11 du code de la commande publique.

**A NOTER : La présente consultation intègre le DUME, formulaire standard de l'Union Européenne qui peut être utilisé pour candidater aux marchés publics.**

**Pour renseigner votre DUME, il vous suffit de vous rendre sur le profil d'acheteur [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) et de choisir le DUME comme modalité de réponse.**

**Le DUME est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET.**

**Le candidat qui souhaite soumissionner de cette manière est invité à se reporter aux modalités figurant à l'article 5.1.3 du présent règlement de consultation.**

### 3.2 Forme juridique et compétences minimales du groupement

Le marché sera attribué à un opérateur unique détenant l'ensemble des compétences exigées ci-après, ou à un groupement d'opérateurs économiques réunissant toutes les compétences exigées et dont le mandataire sera obligatoirement l'entreprise de construction Tous Corps d'Etat (opérateur assurant l'exécution du poste 2 de la tranche ferme).

#### 3.2.1 Compétences exigées :

Le candidat (ou le groupement) devra obligatoirement disposer des compétences requises pour la conception, la réalisation, l'aménagement, l'entretien et la maintenance :

1. Compétences architecturales ;
2. Compétences en ingénierie spécialisée (thermique – Chauffage-Ventilation-Climatisation (CVC)) ;
3. Compétences en ingénierie « Tous Corps d'Etat » (structure, incendie...) ;
4. Compétences en environnement (ICPE, IOTA) ;
5. Compétences d'entreprise de construction « Tous Corps d'Etat » ;
6. Compétences en entretien maintenance des installations techniques (électriques, chauffage, ventilation et climatisation CVC).

En cas de groupement d'opérateurs économiques, aucune forme juridique n'est imposée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire (entreprise de construction TCE) sera obligatoirement solidaire, pour l'exécution de l'ensemble du marché (tranche ferme et tranche optionnelle), de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur.

Il est interdit à l'entreprise de construction TCE de se présenter en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Les autres opérateurs économiques pourront se présenter dans plusieurs groupements.

Pour justifier de ses capacités, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre cet (ces) opérateur(s) (sous-traitant en particulier) et lui-même (cf. article 4.3.3 ci-après).

### 3.2.2 Le niveau de qualification souhaité est le suivant (ou références similaires) :

Référence qualification	Intitulé qualification
OPQIBI 2002	Ingénierie des centrales de production d'énergie thermique utilisant les énergies conventionnelles
Qualibat 5213	Installation de chauffage avec chaudière gaz/fuel en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000m <sup>2</sup>
Qualibat 5223	Installation de chauffage avec chaudière bois en habitat individuel ; collectif et tertiaire supérieur à 1000m <sup>2</sup>
Qualibat 5262	Maintenance d'installation de chauffage avec chaudière dans tout type de bâtiment supérieur à 1000m <sup>2</sup>
Qualibat 5274	Exploitation d'installation de chauffage et de rafraîchissement avec garantie totale dans tout type de bâtiment ou industrie supérieur à 1000m <sup>2</sup>

**IMPORTANT :** les groupements d'entreprises admis à répondre au présent appel d'offres seront entièrement constitués et leurs mandataires désignés lors du dépôt des candidatures.

La composition du (des) groupement(s) ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la signature du marché, que dans les conditions prévues à l'article R.2142-26 du code de la commande publique.

## 3.3 Renseignements administratifs

### 3.3.1 Langue dans laquelle elles doivent être rédigées et unité monétaire souhaitée

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française.

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante : « euro ».

### 3.3.2 Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire sera tenu de maintenir son offre

Pour les candidats retenus au titre de la phase « offres », le délai de validité des offres sera de six (6) mois à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

### 3.3.3 Dématérialisation des marchés publics

La "dématérialisation des marchés publics" se traduit par l'utilisation de la voie électronique pour tous les échanges qui interviennent dans le processus d'achat public (accès à la consultation, remise des documents relatifs à la candidature et à l'offre, demande et échanges d'informations, demande de précision, déliement d'offre, lettre de rejet, lettre d'attribution et notification).

Dans le cadre de la mise en œuvre de la dématérialisation de la procédure, l'adresse mail utilisée dans le cadre de ces échanges sera l'adresse ayant servi au retrait du dossier de consultation.

Les candidats devront obligatoirement indiquer leur adresse électronique (adresse e-mail) dans les cadres D ou E du formulaire DC1. Il conviendra de préciser une adresse généraliste, plutôt que nominative, afin d'assurer la transmission effective des correspondances.

Cette adresse doit être clairement lisible. Il est conseillé de la mentionner en version informatique, plutôt que manuscrite, pour éviter toute confusion.

Les documents, dont la signature électronique sera requise lors de l'attribution, doivent être signés électroniquement. L'obtention d'un certificat de signature électronique est à la charge de chaque candidat.

Concernant l'acquisition des certificats, un délai de 8 à 15 jours est évoqué, sous condition de la production d'un dossier complet. La remise peut aller jusqu'à trois semaines, il est donc nécessaire d'anticiper la demande.

Ainsi, l'acheteur conseille à chaque soumissionnaire de se munir d'un certificat de signature électronique au moment de la remise du pli. Il lui faut simplement vérifier que le certificat figure bien sur la liste européenne et qu'il correspond au niveau minimum exigé pour les marchés publics (cf. arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique accessible sur le site [legifrance.gouv.fr](http://legifrance.gouv.fr)), soit une signature avancée reposant sur un certificat qualifié.

#### **Le candidat doit s'assurer de sa capacité à remettre son offre**

Les paramètres à prendre en compte par le candidat : les capacités techniques de son matériel, le type de raccordement à Internet et le trafic sur le réseau internet qui peuvent considérablement augmenter le délai moyen de téléchargement.

#### **La boîte aux lettres du candidat (BAL)**

Attention : certains serveurs de messagerie présents dans le système informatique des candidats peuvent filtrer des envois venant de la plate-forme. Les candidats doivent être vigilants sur ce point et vérifier également que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigées vers les « courriers indésirables ». L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) notamment, *nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr*, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

#### **Manuel d'utilisation**

Un manuel d'utilisation est disponible sur le site afin de faciliter l'utilisation de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site.

#### **Difficultés**

En cas de difficultés sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE), l'assistance téléphonique est joignable au 01 76 64 74 07

Une assistance en ligne est mise à la disposition des entreprises depuis le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAide> ou via une languette « Assistance » située à droite de l'écran.

## **ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES**

### **4.1 Contenu du dossier de consultation fourni au candidat**

Le dossier de consultation comporte

- le présent règlement de consultation
- l'annexe attestation disposition des capacités
- les formulaires DC1 et DC2
- La fiche engagement du service envers les fournisseurs
- Le cadre des références

Le dossier de consultation est disponible gratuitement sur la PLACE (Plateforme des Achats de l'Etat) : <http://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence de consultation DAF\_2020\_000584.

Le téléchargement peut s'effectuer soit en s'identifiant (**mode recommandé par l'acheteur**), de façon à être informé en cas de modification du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), soit en téléchargement anonyme (fortement déconseillé).

**IMPORTANT :** Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique **devra impérativement vérifier** que l'adresse des échanges avec la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) '[nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr)' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

Le cas échéant, la transmission des documents sensibles ou confidentiels se fera de façon séparée par voie papier.




## 4.2 Modalités d'envoi et de dépôt des candidatures

En application des dispositions prévues à l'article R.2132-7 du code de la commande publique, **dans le cadre de cette consultation, les documents requis des candidats (documents relatifs à la candidature) doivent être transmis uniquement par voie électronique.**

Le dépôt électronique des plis s'effectue sur le profil acheteur du MINARM, soit exclusivement sur le site de la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Ainsi, le candidat qui enverrait son pli sous un autre support que celui du profil d'acheteur (via la PLACE) verra son offre jugée irrégulière au sens de l'article L.2152-2 du code de la commande publique.

Pour la présente consultation, l'acheteur décide de mettre en œuvre le DUME 

Il est à noter qu'au titre de l'article R.2132-11 du code de la commande publique, **l'acheteur préconise que les candidats adressent une copie de sauvegarde sur un support physique électronique ou, le cas échéant, papier.** Cette copie de sauvegarde ne pourra être prise en compte que :

- lorsque, dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public. La trace de la malveillance du programme est conservée par l'acheteur public ;
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des candidatures et des offres (par exemple : aléas de transmission), alors que la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public.

Lorsque l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document reçu par voie électronique ne doit pas être utilisé : la copie de sauvegarde se substitue au document initial. Elle devient la candidature – ou l'offre – principale, qui se substitue complètement au document arrivé hors délai ou qui n'a pu être ouvert.

Cette copie de sauvegarde est soumise aux règles applicables au dispositif "hors DUME" quant à son contenu, ainsi l'ensemble des documents de candidature standard (dont DC1, DC2) et de l'offre doit être fourni.

Le pli scellé doit impérativement et de manière lisible comporter la mention « copie de sauvegarde ».

Indépendamment et en dehors de la réception de la copie de sauvegarde dans le délai imparti pour la remise des candidatures ou des offres fixé au RC, **le dépôt d'offre papier ou dématérialisée sur support électronique par envoi postal ou par porteur n'est pas autorisé.**

### 4.2.1 Transmission des candidatures par voie dématérialisée

Il est précisé que la signature électronique n'est pas obligatoire pour la remise des plis.

L'opérateur économique va avoir besoin de s'identifier, ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Les documents transmis doivent être compressés.

Les formats utilisés pour la transmission électronique des plis (candidatures et offres) doivent être choisis dans un format largement disponible : Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, \*.exe, \*.com, \*.scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt.

Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai et ne sera pas admis par l'acheteur. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

**NOTA :** Chaque envoi, via la PPlateforme des Achats de l'Etat (PLACE), correspond à une candidature. Cet envoi doit contenir l'ensemble des pièces décrites à l'article 6 du présent règlement de la consultation. Si plusieurs envois électroniques sont effectués par le candidat, seul le dernier pli réceptionné sera ouvert conformément aux dispositions de l'article R.2151-6 du code de la commande publique.

Un opérateur économique peut candidater à la présente procédure selon deux manières distinctes qu'il choisit librement.

#### 4.2.1.0 Candidature sous forme de DUME

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé est disponible sur le site <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>. Le profil acheteur de l'Etat (PLACE) permet de renseigner le DUME.

Pour remplir le D de la Partie III intitulé « Autres motifs d'exclusion pouvant être prévus par le droit interne de l'état membre du pouvoir adjudicateur », le candidat se réfère utilement aux motifs d'exclusion purement nationaux qui sont compris dans les articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique.

Pour remplir la partie IV intitulée critères de sélection (c'est-à-dire aptitude professionnelle et capacités), les candidats peuvent remplir :

- soit la partie IV - α « A : indication globale pour tous les critères de sélection » ;
- soit l'ensemble des rubriques de A à D de la partie IV, relatives à l'aptitude, à la capacité économique et financière, aux capacités techniques et professionnelles et au dispositif d'assurance de la qualité et normes de gestion environnementale.

Tous les documents non exigés dans le dossier de candidature seront communiqués selon les conditions figurant au 6.1 ci-dessous (Documents justificatifs et autres moyens de preuves).

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les critères de sélection doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel tel que défini ci-après :

- **Groupement d'opérateurs économiques**

Si le groupement présente sa candidature sous la forme de DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

- **Sous-traitance**

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le candidat ne s'appuie pas sur la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché public, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun des sous-traitants.

#### 4.2.1.1 Candidature hors DUME

Dans ce cas, les opérateurs économiques doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire référencé DC 1 dans sa version en vigueur disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>, complété dans son intégralité ;
- Déclaration du candidat ou formulaire référencé DC 2 dans sa version mise à jour disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> reprenant l'ensemble des informations

demandées au candidat au titre de la consultation et permettant d'établir ses capacités ou l'ensemble des documents mentionnés ci-dessous ;

- Déclaration de sous-traitance ou formulaire DC4 dans sa version mise à jour disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Il est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre, soit en cours d'exécution du marché public.

#### 4.2.2 La signature électronique

En application des dispositions de l'arrêté du 12 avril 2018, relatif à la signature électronique dans la commande publique et abrogeant l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, la mise en œuvre de la signature électronique impose à chaque candidat de disposer :

- d'un **certificat de signature électronique** (clé format USB ou carte à puce), acheté auprès d'un prestataire qualifié et valable généralement de 1 à 3 ans, et conforme au règlement n° 910/2014 dit « eIDAS » ;
- d'un **outil de signature** qui permet d'apposer la signature avec le certificat sur le fichier souhaité. Si le candidat dispose dans son entité d'un parapheur électronique ou d'un outil spécifique pour signer, il n'est pas obligé d'utiliser l'outil de signature mis à disposition sur la plate-forme de dématérialisation de l'acheteur.

L'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant) doit produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés (XAdES, CAdES et PAdES).

Quels que soient les outils utilisés, ils ne doivent pas modifier le document, ce qui porterait atteinte à son intégrité.

##### 4.2.2.0 *Les exigences relatives aux certificats de signature électronique du signataire*

Le certificat de signature électronique du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

- **1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification « reconnue » mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visade-securite/visas-de-securite-le-catalogue>
- <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/eu-trusted-lists-trust-service-providers>

*Il s'agit de signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié, conforme au règlement eIDAS (pour la France, pour l'Europe).*

- *soit la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;*
- *soit la signature électronique qualifiée (niveau 4).*

**Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.**

- **2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance**

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

#### Justificatifs de conformité à produire :

→ Le signataire transmet les informations suivantes :

La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)

Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

#### 4.2.2.1 Outil de signature utilisé pour les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

- **Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE).**

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

- **Cas 2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :**
  - produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
  - permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

**NB : La personne signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société.**

#### 4.2.3 Modalités de transmission de la copie de sauvegarde (clef USB ou support papier)

La copie de sauvegarde (support électronique ou papier de la candidature) sera placée dans deux enveloppes, de façon suivante :

L'enveloppe intérieure contenant les dossiers portera les mentions suivantes :

**Appel à candidatures pour :**

**BOUROGNE (90) - AILLERET - 1 RA - Construction d'une chaufferie  
Marché de Conception, Construction, Aménagement, Entretien et Maintenance (CCAEM)**

Projet : DAF\_2020\_000584  
COSI : 451313

Nom du candidat ou du mandataire du groupement : .....

« Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis »

L'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

Etablissement du service d'infrastructure de la défense de METZ  
Service achats infrastructure  
BAM1  
Caserne NEY- 1, rue du Maréchal Lyautey - BP 30001  
57044 METZ CEDEX 01

Le pli sera :

- soit remis contre récépissé au BAM1 du service achats infrastructure de l'Etablissement du service d'infrastructure de la défense de METZ (horaires d'ouverture du lundi au jeudi, sauf jours fériés, de 08h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h00 ; le vendredi de 08h30 à 11h30).  
Aucun pli ne sera réceptionné en dehors de ces horaires ;
- soit envoyé par voie postale, en recommandé avec avis de réception.

***NOTA : En cas de recours à une société de portage de plis, l'administration ne peut être tenue responsable de la présentation de plis en dehors des horaires d'ouverture du service.***

Dans l'un et l'autre cas, le pli devra parvenir à destination (Service Achats Infrastructure) avant les dates et heure indiquées en page de garde du présent document.

**Les dossiers qui seraient remis, ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure définies, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.**

**IMPORTANT : Les service de l'ESID seront fermés du 24 décembre 2020 au 3 janvier 2021 inclus.**

### **4.3 Présentation et contenu des candidatures**

La sélection des candidatures se fera conformément aux dispositions des articles L2142-1, R2142-1 à R2142-27 du code de la commande publique.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique ou qui, le cas échéant, après mise en œuvre des dispositions du I de l'article R.2144-2, produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces et renseignements demandés ci-après ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Leur dossier sera rejeté par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans avoir été présenté au jury.

Les candidats doivent justifier et apporter la preuve de leurs capacités juridiques, économiques, financières, techniques et professionnelles à réaliser toutes les prestations pour lesquelles ils se portent candidats et en assurer la coordination.

Les capacités s'apprécient globalement, tous opérateurs économiques confondus composant la candidature.

A cette fin, il sera fourni obligatoirement pour chaque opérateur économique, les renseignements concernant la situation propre du candidat, les justificatifs quant aux conditions d'accès à la commande publique, les renseignements et les formalités nécessaires pour l'évaluation de leurs capacités économique et financière, professionnelle et technique minimales requises.

Pour présenter ces renseignements, l'acheteur invite le candidat à utiliser le DUME conformément à l'article R.2143-4 du code de la commande publique (il est accessible via la PLACE, le Service DUME ou sur l'outil mis en place par la Commission de l'Union Européenne) ou les imprimés DC1 et DC2 joints au présent dossier de consultation et qui contiennent certains des éléments demandés.

Les candidats ne sont plus tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation, lorsque les conditions introduites selon les articles R.2143-13 et R.2143-14 du code de la commande publique sont remplies. PLACE propose un dispositif de coffre-fort numérique permettant le dépôt des attestations fiscales et sociales, accessibles dans le cadre de la remise d'une offre électronique.

#### **4.3.1 Les pièces suivantes seront présentées à l'appui de la candidature :**

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les documents et renseignements ci-dessous sont à fournir pour chaque membre du groupement (à l'exception du DC1 qui est commun à tous les membres du groupement).

Si le candidat ou le groupement s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il doit les mentionner dans le formulaire DC2 (rubrique G) et produire pour chacun d'eux les mêmes documents et informations que ceux exigés du candidat ou du groupement, ainsi qu'un engagement écrit de chacun d'eux justifiant qu'il disposera de leurs capacités pour l'exécution du marché.

#### 4.3.2 Dossier administratif

- Lettre de candidature (formulaire DC1), incluant notamment :
  - L'information selon laquelle le candidat se présente seul ou en groupement ;
  - Une déclaration sur l'honneur certifiant que le candidat a satisfait à l'ensemble de ses obligations fiscales et sociales (articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés) ;
- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2), mentionnant le chiffre d'affaires des trois dernières années ;  
Niveau spécifique minimal exigé : 8 millions d'euros hors taxes / an pour le mandataire. Pour un groupement, c'est la somme des chiffres d'affaires qui sera comparée au seuil ;
- Les qualifications professionnelles éventuellement détenues en rapport avec la présente opération (QUALIBAT, OPQIBI, OPQTECC, certificats de maîtres d'ouvrages) ;
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la ou les copies des jugements prononcés à cet effet. **Les entreprises devront justifier de leur habilitation à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché (article L.2141-3-3° du code de la commande publique).**

#### 4.3.3 Dossier technique

Le dossier technique sera séparé du dossier administratif. Il sera fourni en un exemplaire. Il ne comprendra que les documents demandés ci-après. Tous les autres documents transmis, non demandés, ne seront pas considérés. Le mémoire technique ne devra pas excéder 20 pages y compris les annexes et devra être lisible.

##### 4.3.3.1 Capacités professionnelles et techniques

- 1/ Capacités professionnelles : Quatre références au minimum en lien avec le projet (de même nature, de même ampleur) datant de moins de cinq (5) ans et mentionnant pour chacune d'elles le nom et les coordonnées du maître d'ouvrage, le montant HT des travaux, la description succincte du projet, la complexité et la technicité de l'opération et la compétence portée par le candidat. Les références seront illustrées de trois photographies au minimum et appuyées d'attestation de bonne exécution.

Les références devront être présentées :

- en conception de chaufferies centralisées ;
- en conception thermique avec prise en compte d'une démarche au coût global ;
- en construction de chaufferies centralisées.

Les références doivent être présentées selon le cadre fourni en annexe au présent RC.

- 2/ Capacités techniques :
  - les moyens humains mis en œuvre dans le cadre du projet au regard des compétences exigées : ingénierie spécialisée dans le domaine thermique et les installations de chauffage-ventilation-climatisation, ingénierie Tous Corps d'Etat (TCE), bureau d'études environnement (ICPE), construction TCE, exploitant-maintenancier dans le domaine des chaufferies centralisées de même nature et de même ampleur avec, à l'appui tous documents permettant d'en justifier (notamment par des titres d'études et professionnels, des certificats d'identité professionnelle, des certifications professionnelles, des diplômes, des certificats de bonne exécution, etc.)
  - Organisation du groupement et définition des rôles de chaque membre de l'équipe affectée au projet : un organigramme de l'équipe formée pour le projet avec une note d'accompagnement présentant l'organisation du groupement et définissant les rôles de chaque membre de l'équipe au regard des compétences exigées : architecturales, ingénierie spécialisée dans le domaine thermique et les installations de chauffage-ventilation-climatisation, ingénierie Tous Corps d'Etat (TCE), bureau d'études environnement (ICPE), construction TCE, exploitant-maintenancier. En cas de groupement, les documents présentés devront faire apparaître quelle compétence est portée par quel membre
  - Moyens matériels pouvant être mobilisés pour le projet. Il est précisé que les logiciels permettant le dimensionnement des installations, par exemple, sont intégrés comme moyen matériel.
  -

#### 4.3.3.2 Capacités financières

Les capacités financières seront jugées à travers les chiffres d'affaires annuels (en € HT) des trois dernières années en équipements installés (2017, 2018, 2019).

#### **IMPORTANT :**

- La fourniture de l'intégralité des documents ci-dessus et le respect de la forme décrite participent au jugement des candidatures.
- S'agissant de candidatures électroniques, le formalisme doit être obtenu après impression, sans mise en page supplémentaire.
- Pour les candidats nouvellement ou récemment créés, et qui ne seraient pas en mesure de fournir les éléments, documents ou renseignements demandés, ils devront fournir des éléments équivalents permettant d'apprécier les moyens (financiers, humains et matériels) et leurs potentiels, ainsi que le cas échéant, la liste des éventuelles missions en cours, précisant pour chacune d'elles le montant, la nature des prestations exécutées en propre et les coordonnées du maître d'ouvrage.

Après demande de complément éventuel, conformément à l'article R.2144-2 du code de la commande publique, les candidatures ne comportant pas les documents cités ci-dessus (de 1 à 3) seront rejetées par le représentant du pouvoir adjudicateur, avant examen du jury.

## **SELECTION DES CANDIDATS**

### **5.1 Nombre de candidats**

Le représentant du pouvoir adjudicateur procédera, après avis d'un jury, à la sélection de cinq (5) candidats (ou groupements), étant précisé que si, conformément aux articles R.2142-15 à R.2142-18 relatif du code de la commande publique, le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures était inférieur à cinq, le pouvoir adjudicateur pourrait continuer la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

Un jury sera constitué pour l'examen des candidatures et des offres, conformément à l'article R2171-16 du code de la commande publique.

### **5.2 Composition du jury**

A titre indicatif, le jury sera composé des membres suivants avec voix délibérative :

- Trois représentants de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Metz ;
- Un représentant de l'utilisateur exploitant (1<sup>er</sup> RA) ;
- Deux représentants qualifiés dans le domaine de compétences requis pour la présente consultation.

Cette liste peut être modifiée.

**Le jury ne statuera que sur les documents fournis dans le dossier technique (cf. article 4.3.3 ci-avant).**

Cinq candidats seront retenus par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) après avis du jury, au terme d'un classement établi sur la base des critères suivants.

### **5.3 Analyse des candidatures**

Un maximum de 100 (cent) points peut être attribué aux candidats selon les critères suivants :

1	Capacités professionnelles et techniques	60 points
2	Capacités financières	40 points

### **5.4 Critères de sélection**

#### **5.4.1 Critère 1 : Capacités professionnelles et techniques**

Critère 1 : Capacités professionnelles et techniques : 60 (soixante) points

Sous-critère 1 : Capacités professionnelles : 40 (quarante) points

1. Références en conception de chaufferies centralisées : 20 (vingt) points
2. Références en conception thermique avec prise en compte d'une démarche au coût global : 10 (dix) points.
3. Références en construction de chaufferies centralisées : 10 (dix) points

Sous-critère 2 : Capacités techniques : 20 (vingt) points

1. Moyens humains : 7 (sept) points
2. Organisation du groupement et définition des rôles de chaque membre de l'équipe affectée au projet : 8 (huit) points
3. Moyens matériels : 5 (cinq) points

La note attribuée pour les sous-critères 1 et 2 sera la somme des notes attribuées pour chaque élément le composant.

La note attribuée pour le critère 1 sera la somme des notes attribuées pour les sous-critères 1 et 2.

#### 5.4.2 Critère 2 : Capacités financières

Critère 2 : Capacités financières (40 points)

Afin d'apprécier le critère principal 2 « Capacités financières », il sera effectué dans un premier temps la moyenne des chiffres d'affaires (en euros hors taxe) des trois dernières années (2017, 2018 et 2019) en équipements installés\*.

\* : comprend l'ensemble des équipements installés dans le périmètre d'une chaufferie centralisée (hors production d'eau chaude sanitaire) à savoir et sans être exhaustif : chaudières, réseaux de production et collecteurs primaires, ballons éventuels, régulation propre aux installations, fumisterie...

Les prestations d'ingénierie ne sont pas comprises dans le chiffre d'affaires.

Le candidat précisera les éléments pris en compte pour le calcul du chiffre d'affaires des équipements installés.

La moyenne des chiffres d'affaires calculée sera soumise au barème de notation suivant :

Moyenne des chiffres d'affaires en équipements installés des trois dernières années	Points
Inférieure à 250 000 € HT	0 point
Comprise entre 250 000 € HT inclus et 500 000 € HT exclus	5 points
Comprise entre 500 000 € HT inclus et 1 000 000 € HT exclus	10 points
Comprise entre 1 000 000 € HT inclus et 2 000 000 € HT exclus	15 points
Comprise entre 2 000 000 € HT inclus et 4 000 000 € HT exclus	20 points
Comprise entre 4 000 000 € HT inclus et 7 000 000 € HT exclus	25 points
Supérieure à 7 000 000 € HT inclus	40 points

La note finale de chaque candidat sera la somme de la note du critère 1 et du critère 2.

Les 5 candidats ayant obtenu le plus de points seront retenus pour remettre une offre.

**Les candidatures n'obtenant pas un minimum de 70 points seront rejetées.**



## **5.5 Candidats sélectionnés pour la phase offre**

Afin de respecter le nombre de cinq (5) candidats autorisés à remettre une offre, seules les cinq premières candidatures ayant obtenu le plus de points seront retenues. En cas d'égalité de points, les candidats seront départagés selon le nombre de points obtenus au titre de chacun des critères, dans l'ordre d'énumération : le critère 1 sera privilégié, puis le 2.

Les candidats sélectionnés (ensemble des membres en cas de groupement) devront justifier de leur régularité fiscale et sociale avant de pouvoir accéder à la phase « offre ».

En cas d'impossibilité d'apporter les justifications demandées par le RPA, les candidats seront éliminés et les candidats suivants seront sollicités.

## SUITE DE LA PROCEDURE

### (NE CONCERNE QUE LES CANDIDATS SELECTIONNES A L'ISSUE DE L'ETUDE DES CANDIDATURES)

#### ARTICLE 6 - JUGEMENT DES OFFRES

##### 6.1 Critères de jugement des offres

Les candidats retenus, après sélection par le représentant du pouvoir adjudicateur, recevront le cahier des charges (programme fonctionnel). Ils devront produire un dossier administratif et un dossier technique sur la base d'un avant-projet sommaire (APS).

Les critères de jugement des offres seront précisés dans le cahier des charges :

1	Prix	40 points
2	Valeur technique	60 points

##### 6.2 Présentation des projets

Conformément aux dispositions prévues par l'article R2171-18 du code de la commande publique, le jury procédera à l'audition de tous les candidats admis à présenter une offre (sous-réserve d'avoir fourni un dossier complet). Les candidats seront convoqués, à une période qui leur sera communiquée au moins deux semaines avant la date prévue pour l'audition.

Les auditions auront lieu à Metz (57). Leur déroulement sera précisé dans le règlement de consultation de la phase « offre ».

##### 6.3 Indemnités

Au niveau de l'offre, une prime d'un montant maximal de 20 000 euros HT sera attribuée à chacun des concurrents ayant remis des prestations complètes et conformes au règlement de consultation, après avis du jury et décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

Elle peut être réduite ou supprimée par le RPA suite aux propositions du jury, en fonction de la qualité des prestations remises, notamment dans le cas où les prestations seraient jugées insuffisantes ou non conformes aux prescriptions demandées.

La rémunération du titulaire du marché tiendra compte de la prime qu'il aura reçue.

La prime sera payée dans un délai maximum de trente jours, sur présentation d'une facture, émise après décision d'attribution du marché par le représentant du pouvoir adjudicateur et déliement des candidats non retenus.